

DÉMOCRATISER LES LIEUX DE TRAVAIL

Emmanuel Renault, Langres, 07/10/2022

Introduction : Peut-on démocratiser la démocratie sans démocratiser les lieux de travail ?

C'est ce qui est généralement admis. Des exceptions: 1/ Elizabeth Anderson, *Private Government. How Employers Rule our Lives (and Why We Don't Talk about It)*, Princeton University Press, 2017; « Égalité et liberté sur le lieu de travail : retour aux idées républicaines », in F. Fischbach, E. Renault, *Textes clés de philosophie du travail*, Vrin, 2022, p. 319-362 2/ Une littérature technique sur les justifications et les modèles de « workplace democracy ». Pour une synthèse : R. Frega, L. Herzog et C. Neuhäuser, « Workplace Democracy – the recent debate », *Philosophy Compass*, 2019 (<https://doi.org/10.1111/phc3.12574>). Pour une critique : E. Renault, « Démocratiser le travail », in E. Donnagio *et al.* (dir.), *Travail e(s)t liberté*, Erès, 2022, p. 69-94 ; 3/ A. Cukier, *Le travail démocratique*, Puf, 2018.

I - Arguments pour et contre la démocratisation du travail

A/ Les deux arguments pour :

1/ L'argument des **situations parallèles** (« parallel case argument ») :

« Si la démocratie est justifiée lorsqu'il s'agit de gouverner l'État, alors, elle est également justifiée lorsqu'il s'agit de gouverner les entreprises économiques. De plus, si elle ne peut pas être justifiée dans le gouvernement des entreprises économiques, on ne voit pas bien comment elle pourrait être justifiée dans le gouvernement de l'État » (R. A. Dahl, *A Preface to Economic Democracy*, University of California Press, 1985, p. 134-135).

2/ La thèse du **rejaillissement** (« spillover thesis »)

La démocratisation de l'entreprise produit des effets éducateurs qui « rejaillissent » sur la démocratisation du reste de la société, notamment du gouvernement étatique (C. Pateman, *Participation and Democratic Theory*, Cambridge University Press, 1970).

B/ Réponses à trois objections :

1/ Contre l'argument de la **propriété** :

Les salariés ne sont pas davantage que leur travail la propriété des actionnaires et leur travail est au moins autant producteur de valeur que les capitaux que possèdent les actionnaires. Il serait donc logique qu'ils participent à l'exercice du pouvoir dans les entreprises au même titre que les actionnaires et leurs représentants (I. Ferreras, *Gouverner le capitalisme*, Paris, Puf, 2012 ; I. Ferreras, J. Battilana, D. Méda (dir.), *Manifeste travail. Démocratiser, démarchandiser, dépolluer*, Seuil, 2020).

2/ Contre l'argument de l'**efficacité** :

L'idée suivant laquelle l'efficacité productive repose sur la pure obéissance est fautive, on ne peut exclure que les travailleurs du bas de la hiérarchie pourraient eux aussi avoir leur mot à dire concernant l'organisation efficace de la production (Christophe Dejours, dans ses nombreuses publications, notamment dans *Le facteur humain*, Puf, 1994, *L'évaluation du travail à l'épreuve du réel. Critique des fondements de l'évaluation*, INRA Éditions, 2003 et *Travail vivant*, Seuil, 2009).

3/ Contre l'argument de la *compétence* :

Le haut management étant dépourvu des connaissances techniques et de l'expérience du travail conditionnant l'efficacité productive à l'échelle des collectifs du travail, il n'a pas les compétences permettant d'organiser efficacement la production. Par ailleurs, il s'agit d'un argument qui pourrait être opposé à la démocratisation de l'État.

II - Un exemple de défense philosophique de la démocratisation des lieux de travail : John Dewey

(Pour une étude de sa philosophie du travail : E. Renault, *Le travail et ses problèmes. Biologie, sociologie et politique chez John Dewey*, Vrin, 2022).

A/ Une combinaison de l'argument des situations parallèles et de celui du rejaillissement :

1. Est-ce que les règles en vigueur dans un commerce et d'autres régulations nécessaires doivent être déterminées seulement par l'employeur, ou doit-il y avoir citoyenneté aussi dans l'industrie, de même que dans le gouvernement ? (J. Dewey, J. H. Tufts, *Éthique*, Gallimard, 2021, 450).

2. Le travailleur est aussi un humain. Il souhaite avoir son mot à dire à propos des règles qui pèsent sur lui pendant la plus grande partie de la journée. De plus, il vit dans une époque démocratique dans un pays plus ou moins démocratique. Si la citoyenneté est un bon principe dans la vie politique, est-il donc impossible de l'appliquer dans l'industrie ? Être licencié ou embauché selon le bon vouloir d'un supérieur hiérarchique n'est pas rendu plus agréable par l'affirmation que les conditions de marché exigent une réduction de personnel. Être sujet aux caprices d'un contremaître ou à celle d'une autorité impersonnelle ne réduit pas seulement la sécurité mais aussi le respect de soi. Le travailleur n'a probablement jamais lu la classification aristotélicienne de l'humanité en deux classes, l'une étant destinée à commander, et l'autre à seulement obéir à autrui, mais il ne s'en rebelle pas moins contre la conclusion d'Aristote suivant laquelle certains humains sont des « esclaves naturels » (*ibidem*, p. 456).

3. Il y a une sorte de gouvernement, de contrôle, chaque fois qu'une affaire concerne un certain nombre de personnes qui agissent ensemble. C'est une vue superficielle que celle qui situe le gouvernement à Washington et Albany. Il y a un gouvernement dans la famille, dans le commerce, dans l'église et dans chaque groupe social (« Democracy and Educational Administration », LW 11, p. 221).

4. Aucun humain ou ensemble d'humains n'est assez sage ou bon pour diriger d'autres humains sans leur consentement ; la signification positive de cette affirmation est que tous

ceux qui sont affectés pas des institutions doivent participer à sa production et à sa direction (*ibidem*, p. 218).

5. Le point fondamental de la démocratie (...) peut être présenté, il me semble, comme la nécessité d'une participation de tous les êtres humains adultes à la formation des valeurs qui régulent la vie ensemble des hommes (*ibidem*, p. 217).

6. Le contrôle dans l'industrie s'effectue du haut vers le bas, et non du bas vers le haut : la plupart des personnes qui travaillent dans les boutiques et les usines sont des « subordonnées ». Elles sont habituées à recevoir des ordres et à agir en tant qu'organes passifs de transmission et d'exécution. Elles ne prennent aucune part active à l'élaboration des politiques, ni à la définition des projets – l'équivalent de la branche législative des institutions –, ni à la résolution des conflits quand ils se présentent. Bref, leurs habitudes mentales se forment dans des conditions qui rendent leur esprit totalement inadapté à la prise de responsabilité inhérente à la politique dans un régime autogouverné (*Éthique*, p. 412).

B/ Une justification à la fois politique (par les deux arguments précédents) et éthique de la démocratie sur les lieux de travail en particulier :

7. Nous avons eu l'occasion de mentionner ici et là la distinction entre démocratie comme idée sociale et la démocratie politique comme système de gouvernement. Bien sûr, ces deux idées sont liées. Une idée demeure stérile et vide si elle ne s'incarne pas dans les relations humaines. Cependant, ces idées doivent être distinguées dans la discussion. L'idée de démocratie est une idée plus large et plus complète que ce dont un Etat peut donner l'exemple, même dans le meilleur des cas. Pour être réalisée, cette idée doit affecter tous les modes d'association humaine : la famille, l'école, l'usine, la religion (*Le Public et ses problèmes*, Gallimard, 2010, p. 237).

8. Pendant une longue période, nous nous sommes comportés comme si notre démocratie était une chose qui devait se perpétuer elle-même automatiquement ; comme si nos ancêtres avaient réussi à mettre au point une machine permettant de résoudre le problème du mouvement perpétuel dans le domaine politique. (...) Au cours des dernières années, nous avons très fréquemment entendu dire que la démocratie est une manière de vivre. Ces propos nous reconduisent aux fondamentaux (« La démocratie créatrice : une tâche qui nous attend », *Écrits politiques*, Gallimard, 2018, p. 426)

9. Dire de la démocratie qu'elle n'est qu'une forme de gouvernement revient à dire qu'une maison est une combinaison plus ou moins géométrique de brique et de mortier ; que l'église est un bâtiment avec des bancs, une chaire et une flèche. C'est vrai ; c'est effectivement ce qu'elles sont. Mais c'est faux, car elles sont infiniment plus (...). En un mot, la démocratie consiste en une conception sociale, c'est-à-dire éthique, et sur cette conception que repose le sens qu'elle revêt en tant que système de gouvernement (« L'éthique de la démocratie », *Écrits politiques*, p. 51-52).

10. La démocratie et l'idéal éthique ultime sont pour moi une seule et même chose (*ibidem*, p. 60).

11. Que la vie économique et industrielle soit en elle-même éthique, ce qui revient à y voir une contribution à la réalisation de la personnalité à travers la formation d'une unité

supérieure et plus complète des hommes entre eux, c'est ce que nous ne reconnaissons pas. Or c'est précisément ce que signifie l'idée que la démocratie doit devenir industrielle (*ibidem*, p. 60).

12. La démocratie est un vain mot tant qu'elle n'est pas industrielle aussi bien que civile et politique. Nous en sommes en effet très loin. Et sur ce point, il faut voir dans la démocratie un idéal futur et non un point de départ. Sous ce rapport, la société est encore aristocratique (*ibidem*, p. 58).